

Source :

Téléchargement 18 08 2020

Ces groupes informels qui pensent l'après-crise

A côté des instances officielles, des groupes cherchent à apporter une autre voix dans le débat sur la relance « post-Covid ». Ils rejettent le retour à l'état d'avant. Insoutenable, estiment-ils.

Par [Michel De Muelenaere](#) - Journaliste au service Société

Certains gèrent. D'autres préparent la sortie de crise. D'autres réfléchissent au « monde d'après ». Ces derniers jours, les visioconférences s'enchaînent, les échanges de mails s'intensifient. En une sorte de « festival off » en marge des structures officielles, différents groupes ont entamé une réflexion sur ce qui devrait sortir de l'urgence actuelle. Un point commun : réfléchir à long terme et surtout plaider pour qu'on ne revienne pas à la normale. « A l'anormale », corrige un des penseurs...

« On a en tout cas tous été pris de court » : personne, dans ces instances très organiques, n'ose prétendre avoir vu venir la pandémie. Tous estiment qu'elle met en évidence des fragilités et des failles du système à corriger d'urgence. Si certains ont choisi une démarche très « autocentrée », d'autres espèrent peser dans la balance politique. « Tout le monde est perdu à tous les niveaux, dit un économiste. Aucun des scénarios étudiés jusqu'à présent n'est aussi impactant et disruptif que ce que promet le coronavirus. Nul n'est capable de dire vers où on va aller ». Sur la sortie, l'optimisme est mesuré : « Il va y avoir une pression terrible pour une relance classique qui remette en selle de modèle économique dominant », dit un des participants.

L'initiative la plus cadrée appartient au regroupement des grandes fédérations et ONG environnementales francophones et flamandes. [Leur message](#) : la relance doit viser « une économie résiliente, équitable et durable, en accord avec la neutralité carbone, la circularité et la préservation de la biodiversité ». Les ONG demandent « qu'une délégation des mouvements environnementaux soit impliquée dans l'élaboration de la politique de relance ». Elles n'ont reçu aucune réponse. Il faut revenir rapidement à la charge avec des propositions plus concrètes, dit Antoine Lebrun, patron du WWF Belgique. Mais la concertation est partout compliquée : un groupe d'une vingtaine de chefs d'entreprise, d'économistes et de consultants cherche encore sa voie autour de Jacques Crahay, le patron de l'Union wallonne des entreprises. On ne sait encore si, comme certains de ses membres le souhaitent, ce groupe au départ ironiquement baptisé « les imposteurs » saisira l'opportunité de réfléchir à la crise et à ses leçons. Ni s'il formulera des propositions.

Plus concrètes en revanche, les réflexions qui percolent autour de [Kaya, une coalition de 175 entrepreneurs](#) de l'économie durable. A l'initiative de certains d'entre eux, Marc Lemaire (Ecores) et Frédéric Chomé (Usitoo), une quinzaine d'académiques participent à une réflexion qui devrait déboucher en fin de semaine sur une trentaine de propositions. « Comment sortir rapidement et au mieux de cette crise sanitaire qui est devenue sociale et économique sans réalimenter les défauts du système qui y ont contribué ? », s'interroge ce groupe où l'on retrouve les économistes Géraldine Thiry, Isabelle Cassiers et Etienne De Callataÿ, aux côtés de Jean-Pascal van Ypersele, François Gemenne, Olivier de Schutter, de la sociologue Isabelle Ferreras, du philosophe Marek Hudon et de la

juriste Delphine Misonne... Les inspireurs voudraient que le gouvernement nomme un « Resilience management group » auquel ils participeraient. Ils viennent avec des positions chocs : « Une hypothèse croissance zéro pour démarrer le monde de demain ; transformer la société, pas répliquer ce qu'on a déjà fait », tranche Chomé.

Changer de cap

« Par la force des choses, cette crise nous oblige à changer de cap », insiste Géraldine Thiry. « Nous apportons une voix cohérente, construite, assise sur des recherches académiques. » Seule une transformation profonde permettra d'éviter l'effondrement, plaide-t-on. Certes, des mesures économiques d'aide aux victimes sont indispensables, mais il faudra ensuite éviter d'aider des « activités boiteuses », ayant un impact négatif sur la santé et l'environnement et encourager les secteurs bénéfiques à la santé et à l'environnement.

Les [cercles Wise](#), pilotés par l'économiste Michel de Kemmeter ont quant à eux opté pour une approche systémique de la crise et des futures dans une vingtaine de pages en phase de test auprès des partis politiques. « Ce qui se passe n'est pas juste une crise sanitaire ou financière », dit de Kemmeter. « Cela a touché plein d'espaces de notre vie qui seront changés pour toujours. Voici un premier avertissement : il y en aura d'autres. Comment allons-nous gérer tout cela simultanément sur dix ans ? Il faut d'abord se réancrer au niveau local, à l'échelle des villes, des provinces, des bassins. Remailler l'économie localement pour remplir les fonctions vitales de la société : un habitat durable, une nourriture saine, une mobilité efficace, l'éducation... » Pour l'économiste, « la crise du Covid a révélé les incohérences de notre système. Qu'est-ce qu'on remet droit désormais ? »

Plus discret encore, un « conseil naturel de la résilience » lancé par des proches d'Ecolo et d'Extinction Rebellion avant la crise oriente ses réflexions et y associe des académiques sur des aspects précis de celle-ci comme un appel à améliorer la sécurité alimentaire de notre pays. Du côté du [réseau « Mycélium »](#), proche des milieux de la transition, de la collapsologie et de l'écologie politique, la crainte du retour au monde d'avant règne également. La réflexion « Time to breathe » (un temps de respiration) implique près de 500 Belges, Français et Suisses, explique Vincent Wattelet, l'un de ses initiateurs. Les premières réunions ont passé par un moment d'introspection – mesurer et exprimer l'impact des bouleversements sur ses propres émotions – mais ont aussi servi à remettre en avant et reformater des projets locaux existants : « s'améliorer en interne » étant une manière de « faire évoluer le monde extérieur ».

« Partout, les lignes se refont », dit un participant aux réflexions. « Il ne faut pas se faire d'illusion sur l'écoute qu'auront ces mouvements. Mais c'est le moment de porter des idées innovantes. Après on risque d'arriver trop tard ».

La danse du ventre des consultants

X.C. et J-F.M.

Comme l'économie tourne au ralenti, les carnets de commandes des grands cabinets de consultance sont moins garnis qu'à l'accoutumée. Mais les traditionnels PwC, BCG, Deloitte ou McKinsey ont vite compris qu'il y avait quelques opportunités à saisir autour du coronavirus. Plusieurs témoins nous ont assuré qu'ils proposaient même leurs services gratuitement à différents groupes de travail qui gèrent la crise. « Ils sont déjà présents à tous les étages », assure un membre de ces task forces. « Ils

font ça avec un mélange d'engagement sociétal et d'un plus cynique investissement pour l'avenir », ajoute un autre.

Le Soir a pu mettre la main sur une présentation de McKinsey datée du 8 avril, consacrée au déconfinement. Elle est sous-titrée « discussion avec le GEES » (le groupe déconfinement). Lors de la deuxième réunion de ce groupe fraîchement constitué par Sophie Wilmès, une présentation de McKinsey était donc prête. En feuilletant les slides, rien de révolutionnaire. On y trouve l'idée qu'il faudrait notamment tenir compte de la contribution des secteurs au PIB pour décider de qui on déconfiner en premier lieu. Dans les entreprises où le télétravail est possible, McKinsey imagine aussi une reprise où seul un travailleur sur deux (ou sur trois) peut se rendre au bureau, avec des heures de table décalées. On notera, pour l'anecdote, que le consultant fait l'hypothèse d'un confinement de huit semaines, avant ouverture progressive des vannes.

Le cabinet du ministre en charge de l'approvisionnement en matériel médical, Philippe De Backer, travaille également « avec quelques consultants qui jouent tous un rôle essentiel » dans ses task forces ». Il s'agit d'experts en données, de spécialistes des achats, de communicateurs de crise... Il explique aussi avoir fait appel à un « grand bureau de consultance » sans dévoiler son nom. Selon nos informations, il s'agit de Deloitte. S'ils étaient omniprésents dans le « monde d'avant », ces consultants semblent avoir déjà réussi à conserver une place de choix dans celui d'après.